

l'insurgé

2 octobre 2010

*« La jeunesse est la flamme
de la révolution »*

Karl Liebknecht

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Site : <http://www.insurge.fr>

RETRAIT du projet de loi sur les retraites !

Il n'y a pas besoin d'une « autre réforme », mais il y a la nécessité d'affronter Sarkozy et de lui infliger une défaite politique

L'ampleur des manifestations du 7 puis du 23 septembre en défense des retraites (après celles du 4 septembre contre les expulsions de Roms) le montre une fois encore : les travailleurs et la jeunesse veulent en finir avec cette politique et ce gouvernement déconsidéré par les « affaires ».

Alors que la crise du capitalisme se poursuit, Sarkozy amplifie son offensive contre les salariés. Il veut faire passer au pas de charge sa contre-réforme des retraites : le vote a eu lieu le 15 septembre à l'Assemblée nationale, et aura lieu au Sénat début octobre.

Ce texte de loi est une attaque sans précédent contre l'ensemble des travailleurs du privé et du public. Il est la pointe avancée d'une série d'attaques dans tous les domaines, en particulier pour démanteler l'Enseignement public, les hôpitaux publics et la Sécurité sociale, pour faire baisser les salaires et pour renforcer le caractère policier de la Vème République.

Quelles mesures pour préserver les retraites ?

Pour le gouvernement et la bourgeoisie, ce serait aux salariés de payer pour rembourser les énormes dettes accumulées par l'État. Or, ces dettes sont dues aux plans de « sauvetage » des banques et à tous les cadeaux faits au patronat : les exonérations de cotisations sociales organisent le vol d'une fraction du salaire et le déficit des caisses...

Pour les salariés, la défense de la retraite à 60 ans, une retraite à taux plein, implique :

- **l'abrogation des textes Rocard-Balladur-Fillon, c'est à dire le retour aux 37,5 annuités et, dans le privé, le retour au calcul de la retraite sur la base des 10 meilleures années;**
- la défense du système de retraite par répartition du salaire indirect mutualisé.
- le maintien du code des pensions et des régimes spéciaux ;

La suppression des multiples exonérations patronales, et le versement de tous les arriérés de cotisations, permettent de financer ces mesures.

Si cela ne suffit pas : augmentation des cotisations patronales (et non la taxation des profits, lesquels sont aléatoires). Les cotisations sociales qui financent les retraites sont une fraction du salaire des actifs, une fraction mutualisée. Quant aux fonctionnaires, les contributions inscrites au budget de l'État doivent être à la hauteur de ce qui est nécessaire sur la base des droits acquis : ni caisse ni diminution des pensions !

Ni « amendements » ni « autre réforme »

Certaines directions syndicales (FO, SUD...) se prononcent pour le retrait pur et simple du projet de Sarkozy, d'autres, comme la CGT et la CFDT, refusent d'exiger son retrait, préférant essayer de l'amender. Mais toutes, sans exceptions demandent des négociations pour une « autre réforme ».

Et François Hollande se réjouit : « *Je salue la responsabilité de syndicats qui n'appellent pas au refus de toute réforme* », tandis que Pierre Laurent (PCF) déclare le 24 : « *Une autre réforme des retraites est possible. Maintenant, nous savons que nous pouvons la gagner* ».

Mais pourquoi veulent-ils tous une autre réforme alors que, si l'on supprime toutes les exonérations accordées aux patrons, les caisses de la Sécu (Santé et vieillesse) seraient bénéficiaires ? Veulent ils, sous une autre forme, faire passer des mesures favorables aux patrons ?

Prétendre négocier cette réforme (ou demander une autre réforme) ne peut qu'inciter Sarkozy à persévérer. « *Je ne reculerai pas* », dit-il. Pour que la mobilisation le fasse reculer, il faut commencer par fixer un objectif clair (le retrait de la réforme!) et cesser toute négociation. Il n'y a rien à attendre de Sarkozy et de son gouvernement

66,7 milliards volés aux salariés !

Dans son dernier rapport, la Cour des comptes chiffre à 24, 9 milliards d'euros en 2009 le déficit des régimes sociaux (maladie, vieillesse et famille). Elle prévoit 30 milliards de déficit en 2010. En même temps, elle a répertorié 178 dispositifs différents pour éviter aux patrons de payer ce qu'ils appellent « leurs charges », qui sont en réalité une partie du salaire (indirect) dû aux salariés. Total de ce qui est volé aux travailleurs : 66,7 milliards d'exonérations en 2009 pour le seul régime général ! Ces exonérations sont partiellement compensées par le budget de l'État, donc par les impôts des salariés.

Pour briser l'offensive de Sarkozy, il faut une réponse qui soit à la hauteur

On sait bien que des journées de 24 heures n'y suffiront pas. Et on sait bien que la proposition d'un référendum sur les retraites (défendue par Ségolène Royal et Mélenchon) est totalement démobilisatrice. De même les dirigeants des organisations ont refusé d'appeler à la grève et à une manifestation centrale le 24 à l'Assemblée pour interdire le vote de la loi. Le problème n'est pas de demander à Sarkozy de faire un référendum ou une autre politique, c'est de le battre et de le chasser.

Il est possible et nécessaire d'en créer les conditions d'un tel combat, par la grève générale.

La première condition est l'unité. Mais l'unité sur des bases claires. En 2006, pour imposer le retrait du CPE, il y eut un seul mot d'ordre : retrait. Et personne n'osa aller négocier avec le gouvernement. Ce fut un puissant encouragement à la lutte, qui se termina par une victoire.

Pour des assemblées générales et coordinations souveraines, qui imposent l'unité sur des revendications claires, et préparent l'affrontement contre ce gouvernement

Ce sont de telles assemblées générales qui peuvent contrecarrer les manœuvres de ceux qui voudraient « discuter » avec le gouvernement, ou préparer « une autre réforme » compatible avec les demandes du patronat. Ce sont de telles AG qui peuvent par exemple décider : « *interdisons à ce Parlement croupion, minoritaire dans le pays, de voter* » ; et qui peuvent imposer non pas l'exigence d'une autre réforme mais l'exigence « *que le patronat et l'État paient ce qu'ils doivent aux caisses de sécurité sociale* ».

Au-delà, un objectif : en finir avec Sarkozy et toutes ses réformes, sans attendre 2012

Aucun des projets du gouvernement n'est amendable, ni le projet de loi Besson « *relatif à l'immigration* », ni le projet de loi sur « *la sécurité intérieure* » d'Hortefeux.

Il faut lui infliger à Sarkozy une défaite politique, en finir avec lui au plus vite par la mobilisation, par la grève générale. L'unité doit se réaliser sur cette perspective.

Pourquoi les partis issus du mouvement ouvrier, qui disent s'opposer à cette politique réactionnaire, ne déclarent-ils pas qu'ils seraient prêts, pour répondre aux revendications des manifestants, à constituer immédiatement (ou à soutenir) un gouvernement de leurs seuls partis sans représentant de parti bourgeois ?

Au-delà : la préservation du capitalisme en crise est incompatible avec la préservation des retraites et des acquis sociaux. C'est dans la perspective d'en finir avec le capitalisme que doit être mené le combat pour défendre les acquis arrachés dans le passé.